

Curriculum vitae

novembre 2020

Nom : ROUX

Prénom : Christophe

Adresse électronique : christophe.roux1@gmail.com



FONCTIONS

- Professeur agrégé de droit public à l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (Faculté de droit)
- Directeur de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. – EA 666)
- Co-directeur (Lyon 3) du Master 2 « Contrats publics », co-accrédité (Lyon 3, Lyon 2, Saint-Étienne).
- Membre du comité de lecture de la revue *Droit administratif* (LexisNexis)
- Membre du comité de rédaction de la revue *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques*

FORMATION

a. Titres et concours universitaires

- 2016 : Admis au Premier concours national d'agrégation de droit public (10^e).
- 2007-2013 :
 - Doctorat en droit public.
 - *Propriété publique et droit de l'Union européenne*.
 - Soutenue le 11 décembre 2013 à l'Université Lyon 3, sous la direction du Pr. Sylvie Caudal (Lyon 3) devant un jury composé des Pr. Yves Gaudemet (Paris II), Philippe Yolka (Grenoble), Gabriel Eckert (Strasbourg), Michaël Karpenschif (Lyon 3), Caroline Chamard-Heim (Lyon 3) et Sylvie Caudal (Lyon 3).
 - Mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité.
 - Prix de thèse Droit-Économie-Gestion de l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (2014).
- 2006-2007 : M2 Recherche « Droit public fondamental » (Université Lyon 3), mention bien, major.
- 2002-2006 : DEUG de droit, Licence droit public, M1 Droit public (Université Lyon 3).

b. Cursus universitaire

- 2019 - (...): Professeur agrégé de droit public à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.
- 2016 - 2019 : Professeur de droit public à l'Université Lumière-Lyon 2 (Faculté de droit).
 - Chargé d'enseignement à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.
- 2014-2018 : Chargé d'enseignement à l'Institut d'études politiques (I.E.P.) de Grenoble.

- 2014-2016 : • Maître de conférences en droit public à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.
- 2007-2012 : • Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Université Lyon 3).
 - Allocataire de recherche (Université Lyon 3).

TRAVAUX

a. Ouvrages

- 3- ***L'environnementalisation du droit. Études en l'honneur de Sylvie Caudal (dir.)***, Fondations Varenne, Colloques & essais, 2019.
- 2- ***Droit administratif des biens***, Dalloz, Mémentos LMD, 1^{re} éd., févr. 2019.
- 1- ***Propriété publique et droit de l'Union européenne***, LGDJ, Bibliothèque de droit public, T. 290, 2015.

b. Encyclopédies

- 2- **Propriété publique et droit de l'Union européenne**, *J.-Cl. Propriétés publiques*, fasc. 7, 2015, (refonte 2020 en cours de parution).
- 1- **Mise en concurrence des titres d'occupation domaniaux**, *J.-Cl. Contrats publics*, fasc. 514, 2020, en cours de parution

c. Chapitres d'ouvrages

En cours de publication :

- 16- **Introduction aux arrêts CAA Lyon, 12 juill. 2007, *Ville de Lyon* ; CAA Lyon, 1^{er} juill. 2008, *Cne de Valmeinier* ; CAA Lyon, 18 déc. 2008, *CALB* ; CAA Lyon, 3 oct. 1993, *M. Dupont* ; TA Grenoble, 4 nov. 1992, *Université Pierre Mendès-France***, in C. Meurant, É. Untermaier-Kerléo, Ch. Testard et C. Chamard-Heim [dir.] ; *Les grands arrêts de la jurisprudence administrative lyonnaise*, 2021, en cours de publication.
- 15- **Mobilités et environnement**, in L. Janicot [dir.], *Collectivités territoriales et environnement*, Berger-Levrault, 2020, en cours de publication.
- 14- **La motivation des décisions du juge administratif – Présentation générale**, in V. Le Bihan (dir.) *La motivation des décisions de justice*, Colloque Lyon 2, 26 nov. 2019, publication sur <https://transversales.org/>.
- 13- **La motivation des décisions du juge administratif – Analyse herméneutique**, in V. Le Bihan [dir.] *La motivation des décisions de justice*, Colloque Lyon 2, 26 nov. 2019, publication sur <https://transversales.org/>.
- 12- **Propriété publique immobilière et reconversion du patrimoine monumental**, in M. Le Roux [dir.], *La reconversion du patrimoine public monumental*, Colloque Université Lumière – Lyon 2, 8 mars 2019, L'Harmattan, coll. Droit du patrimoine culturel et naturel, 2021, p. 51.
- 11- **Existe-t-il un domaine privé naturel ?**, in *Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Lavialle*, mai 2019, en cours de parution.

- 10- **Le droit de la rue. Une lecture au travers de *Tintin***, in J. Heymann [dir.], *Tintin et le droit*, mai 2019, en cours de parution.
- 9- **La prise de position provoquée en droit administratif des biens**, in N. Gabayet et X. Lenou [dir.], *La prise de position provoquée en droit administratif*, Colloque Université de Créteil, 2017, Institut Varenne, 2020, en cours de parution.

Publiés :

- 8- **Le reflux de la propriété publique**, in O. Debat et S. Saunier [dir.], *L'image des biens publics culturels : regards croisés entre droit public et droit privé*, LexisNexis, 2020, p. 9.
- 7- **La réception de la jurisprudence européenne par le juge administratif**, in H. Surrel et L. Robert [dir.], *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'Homme ?*, colloque - Lyon 3, 29 mars 2019, Anthémis, coll. Droit et Justice, 2020, p. 167.
- 6- **La propriété publique à l'épreuve des données publiques**, in *Le droit administratif au défi du numérique*, AFDA, Université de Bordeaux-Montesquieu, 14-15 juin 2018, Dalloz, Thèmes & Commentaires, 2019, pp. 43-64.
- 3- **L'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 et les enceintes de justice**, in Rapport du GIP « Laïcité et justice », M. Philip-Gay [dir.], Université Jean Moulin – Lyon 3, mars 2020, p. 213, consultable sur www.gip-recherche-justice.fr/publication/la-laicite-dans-la-justice-2/.
- 4- **Les contours de l'hommage en droit public : essai de définition stipulative**, in Association des doctorants en droit public de l'université de Lyon, *L'hommage en droit public*, Mare & Martin, 2019, pp. 43-72.
- 3- **La valorisation par l'occupation privative**, in C. Chamard-Heim et Ph. Yolka (dir.), *Patrimoine(s) et équipements militaires*, Colloque Université Lyon 3 - Grenoble Alpes, Fondation Varenne, 2018, p. 335-355.
- 2- **Le contentieux administratif des titres nobiliaires**, in Ph. Yolka [dir.], *Le nom. Administrations, droit et contentieux administratifs*, Colloque du 20 mars 2015, Université Grenoble - Alpes, Institut Universitaire Varenne, Coll. Colloques & essais, 2015, pp. 195-221.
- 1- **La motivation en droit des contrats administratifs**, in S. Caudal [dir.], *La motivation en droit public*, Dalloz, Thèmes & Commentaires, 2013, pp. 123-145.

d. Articles

Publiés :

- 32- **Déontologie et gestion domaniale**, *JCP A*, 2020, n° 2306.
- 31- **Le plan B.**, *Dr. adm.*, 2020, n° 10, Focus, alerte 124.
- 30- **Le(s) in house, au-delà de la commande publique**, *JCP A*, 2020, n° 2022.
- 29- **Le masque et la plume**, *Dr. adm.*, 2020, n° 6, Focus, alerte 79.
- 28- **La loi MOP, quel avenir ?**, in AFDA - Université d'Orléans, colloque du 3 décembre 2019, *La loi MOP, Contrats-Marchés publ.*, 2020, n° 5, Dossier n° 1, article 9.

- 27- **Prisons françaises et CEDH : les référés placés « en préventive »**, *Dr. adm.*, 2020, n° 3, Focus, alerte 61.
- 26- **L'arbitrage fiscal vu par le droit public**, in L. Stankiewicz (dir.), *Le renouveau des modes de règlement des différends en droit fiscal international*, compte-rendu de colloque, *Revue Fiscalité internationale*, 2020, n° 1, art. 10.3.
- 25- **Principe de gratuité : des enseignements supérieurs ?**, *Dr. adm.*, 2019, n° 12, Focus, alerte 159.
- 24- **Territoire(s) et souveraineté : la propriété contre-attaque !**, *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques*, oct. 2019, n° 210, Tribune, p. 177.
- 23- **Que reste-t-il de la jurisprudence *Doublet* ?**, *Dr. adm.*, 2019, n° 8-9, Focus, alerte 114.
- 22- **Le juge administratif (contrôle du but, de proportionnalité, des obligations positives)** in V. Le Bihan (dir.) *La garantie des droits et libertés : quelles techniques de contrôle par le juge ?*, Colloque Lyon 2, 7 déc. 2018, publié sur <https://transversales.org/>.
- 21- **L'occupation privative du domaine public en roue libre (à propos du *free-floating*)**, *Dr. adm.*, 2019, n° 5, Focus, alerte 63.
- 20- **Propriétés publiques et Loi ELAN : un léger vent de libération**, *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques*, mars-avril 2019, n° 207, p. 50.
- 19- **L'insaisissabilité des biens publics emportée par l'ELAN**, *AJDA*, 2019, tribune, p. 601.
- 18- **Les nouvelles « tables » du service public - À propos des cantines scolaires**, *Dr. adm.*, 2019, n° 2, Focus, alerte 17.
- 17- **Citoyens, au rapport ! (à propos de l'étude annuelle du Conseil d'État)**, *Dr. adm.*, 2018, n° 11, Focus, alerte 126.
- 16- **Le juge administratif et le droit au respect de la vie privée. Présentation générale**, in V. Le Bihan (dir.), *Vie privée. Quelle protection par le juge ?*, Colloque Lyon 2, 24 nov. 2017, publié sur <https://transversales.org/>.
- 15- **La gestion et la valorisation de la propriété publique : les défis du droit de l'Union européenne**, in J. Miranda (dir.), *Gestão e rentabilização de bens públicos*, Université de Lisbonne, CJP/CIDP, 14-15 décembre 2017, *Revista Eletrónica de Direito Público*, <http://www.e-publica.pt>, janv. 2018.
- 14- **EuropaCity (ou le nouveau Notre-dame-des-Landes)**, *Dr. adm.*, 2018, n° 7, Focus, alerte 88.
- 13- **À la recherche de la neutralité commerciale**, *Dr. adm.*, 2018, n° 4, Focus, alerte 45.
- 12- **Le « droit à l'erreur »**, *Dr. adm.*, 2018, n° 1, Focus, alerte 1.
- 11- **Moralisation de la vie politique, morale parlementaire... moralité constitutionnelle**, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 126.
- 10- **La dévolution transparente des titres d'occupation du domaine public. Commentaire de l'ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques**, *Dr. adm.*, 2017, Étude 10.

- 9- **La circulation des biens publics affermie par ordonnance**, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 86.
- 8- **La laïcité « à la carte »**, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 51.
- 7- **Loi Sapin II et droit de la commande publique : un pas (déjà) en arrière), un bond (bientôt) en avant ?**, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 15.
- 6- **Danthony, cinq ans après**, *Dr. adm.*, 2016, Focus, alerte 138.
- 5- **Gestion des gares ferroviaires et droit de la concurrence**, *Dr. adm.*, 2016, Focus, alerte 110.
- 4- **La garde de l'État sur les œuvres « MNR » : réflexions sur le droit administratif des biens à partir de l'arrêt d'assemblée du 30 juillet 2014**, *JCP A*, 2015, n° 2111.
- 3- **Police du stationnement des taxis : étendue et partage des compétences entre le maire et le président d'EPCI**, *JCP A*, 2014, n° 2277.
- 2- **La « déqualification » des contrats de mobilier urbain : nouveau recul dans l'exigence de publicité et de mise en concurrence des titres d'occupation domaniale**, *RDP*, 2013-6, pp. 1403-1420.
- 1- **La personne publique, candidate à la commande publique**, *AJDA*, 2013, n° 15, pp. 853-856.

e. Chroniques

- 2- **Ouvrages et travaux publics (juill. 2019 – juill. 2020)**, *Dr. de la voirie – La revue des propriétés publiques*, 2020, sept-oct., n° 216, p. 196.
- 1- **Domaine public et privé (janv.-déc. 2019)**, *Dr. de la voirie – La revue des propriétés publiques*, 2020, janv.-févr., n° 212, p. 88.

f. Notes de jurisprudence

- 16- **Manège implanté sur le domaine public et concurrence : la roue ne tourne toujours pas**, note sur CAA Paris, 25 mai 2020, n° 18PA02836, *C. c/ Ville de Paris*, *Dr. de la voirie - La revue des propriétés publiques*, juill.-août 2020, n° 215, p. 170.
- 15- **Casanova, tombeur de l'intérêt lésé ?**, note sur CE, 27 mars 2020, n° 426291, *Dr. de la voirie - La revue des propriétés publiques*, mai-juin 2020, n° 214, p. 113.
- 14- **La mise à l'écart du principe de protection du concessionnaire contre la concurrence par l'autorité concédante**, note sur TA Lyon, 13 juin 2019, n° 1703281, *Sté Rhôneexpress*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2020-2.
- 13- **Communicabilité des actes de gestion du domaine privé : l'insoutenable pesanteur de l'avoir**, note sur CE, 24 oct. 2019, *Cne Saint-Pierre-du-Perray*, *JCP A*, 2020, n° 2016.
- 12- **Contrats de prestation de sureté sur le domaine public portuaire : les rivages du contrat administratif**, note sur TC, 8 avril 2019, *Grand port maritime du Havre*, *AJDA*, 2019, p. 1706.
- 11- **Aux frontières du (domaine public) réel**, note sur CE, 22 mai 2019, *Assoc. « Les Familles X du Gard... »*, *Dr. de la voirie - La revue des propriétés publiques*, juill.-août 2019, n° 209, p. 153.

- 10- **La mise en bière de l'image des biens publics**, note sur CE ass., 13 avr. 2018, *Établissement public du domaine national de Chambord*, *JCP A*, 2018, n° 2156.
- 9- **Le sort des biens construits par le sous-occupant du domaine public à l'expiration de son titre d'occupation**, note sur CAA Marseille, 15 mai 2017, n° 16MA04042, *Société Carilis*, *JCP A*, 2017, n° 2182.
- 8- **La prise en charge de l'entretien du domaine public par les « occupants » : une réincarnation de la « taxe-trottoir » ?**, note sur CAA Versailles, 7 juill. 2016, n° 15VE01687, *JCP A*, 2016, n° 2259.
- 7- **Sous-concession domaniale et contrat administratif : réflexion sur les déboires d'un (autre) couple célèbre**, note sur CE, 12 nov. 2015, *Sté Le Jardin d'acclimatation*, *AJDA*, 2016, p. 908.
- 6- **Jurisprudence Tarn-et-Garonne et conventions d'occupation domaniale : la restriction se cachera-t-elle dans les détails ?**, note sur CE, 2 déc. 2015, *Ecole centrale de Lyon*, *AJDA*, 2016, p. 736.
- 5- **Appréciation d'offres en concurrence et pouvoir d'instruction du juge**, note sur CAA Lyon, 5 avril 2012, *Cabinet MPC Avocats*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2012-3.
- 4- **La protection des espaces lacustres remarquables**, note sur CE, 20 mai 2011, *Communauté d'agglomération du Lac du Bourget*, *Dr. adm.*, 2011, comm. n° 80.
- 3- **Aménagement indispensable et domanialité publique des pistes skiabiles : un mariage de raison paradoxal...**, note sur CAA Lyon, 7 avr. 2011, *Syndicat propriétaires « Le Rond point des pistes »*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2011-3.
- 2- **Transfert de propriété d'un aérodrome civil appartenant à l'État**, note sur CAA Lyon, 5 avr. 2010, *Commune de Charnay-lès-Mâcon*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2011-1.
- 1- **Construire des équipements pour les remettre directement et immédiatement à une collectivité constitue un travail public**, note sur Cass., 1^{ère} civ., 6 oct. 2010, *Sté. Port Croisade c/ SEETA*, *AJCT*, 2010, n° 4, p. 166.

g. Observations

- 42- **SPIC, usager et occupation domaniale : le triumvirat de la compétence judiciaire**, obs. sur CAA Nantes, 10 juill. 2020, n° 19NT01157, *M. D. et Sté Zurich Insurance PLC*, *JCP A*, 2020, n° 2264.
- 41- **L'inaliénabilité à l'épreuve de la restitution des biens culturels**, obs. sur Projet de loi n° 3221 relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et du Sénégal, 16 juill. 2020 et CE Sect. Int., avis, n° 399752, 3 mars 2020, *JCP A*, 2020, n° 2265.
- 40- **Redevances domaniales et principe d'égalité : le mariage (couteux) de ma meilleure amie**, obs. sur CAA Paris, 22 avr. 2020, n° 17PA03926, *JCP A*, 2020, n° 2221.
- 39- **Covid-10 : exonération temporaire de redevances domaniales**, obs. sur Ord. n° 2020-460, 22 avr. 2020, portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19, art. 22, *JCP A*, 2020, n° 2223.
- 38- **Chemin rural : conserver n'est pas entretenir**, obs. sur CAA Lyon, 6 févr. 2020, n° 18LY02469, *Mme. B. D.*, *JCP A*, 2020, n° 2103.

- 37- **Désaffectation et déclassement : vade-mecum pour éviter la sortie de route**, obs. sur CAA Nantes, 10 janv. 2020, n° 18NT02901, *Mme D. G.*, *JCP A*, 2020, n° 2104.
- 36- **Le transfert de gestion n'implique pas le changement d'affectation du bien concerné**, obs. sur Rép. Min., *JO Sénat*, 5 mars 2020, p. 1139, *JCP A*, 2020, n° 2108.
- 35- **Mise à disposition d'un immeuble à une régie communale : circulez, il n'y a rien à (perce)voir**, obs. sur Rép. Min. n° 6998, *JO Sénat*, 26 déc. 2019, p. 6388, *JCP A*, 2020, n° 2022.
- 34- **Au service (secret) de l'amélioration de la condition militaire**, obs. sur D. n° 2019-793, 26 juill. 2019 relatif à l'occupation des logements domaniaux du ministère de la Défense, *JCP A*, 2019, n° 2288.
- 33- **Le retour des provisions : première application de la jurisprudence Électricité de Tahiti**, obs. sur TA Poitiers, 11 sept. 2019, n° 1702196, *Société SAUR*, *JCP A*, 2019, n° 2286.
- 32- **Quand APREI en 2007, rencontre les critères domaniaux antérieurs à 2006**, obs. sur CAA Lyon, 2 sept. 2019, n° 17LY02937, *Commune de Sens*, *JCP A*, 2019, n° 2284.
- 31- **Les marques culturelles ou l'or noir reclus du patrimoine immatériel public**, obs. sur Cour des comptes, la valorisation internationale des marques culturelles. le cas des musées nationaux, *JCP A*, 2019, n° 2207.
- 30- **L'indemnisation d'une cession illégale de biens publics au crible des aides d'État : l'afficionados avisé en économie de marché**, obs. sur Trib. UE, 22 mai 2019, *Real Madrid Club de Futbol c/ Commission*, *JCP A*, 2019, n° 2208.
- 29- **La jurisprudence CFDT Finances ne s'étend pas aux déclarations d'utilité publique**, obs. sur TA Poitiers, 14 mars 2019, n° 1702490 ; *JCP A*, 2019, n° 2117.
- 28- **Le droit de priorité des communes et EPCI ne concerne que les immeubles du domaine privé de l'État**, obs. sur Rép. Min., n° 12385, *JOAN*, 15 janv. 2019, p. 333 ; *JCP A*, 2019, n° 2111.
- 27- **L'externalisation des biens militaires au rapport**, obs. sur C. Comptes, **L'externalisation aux forces en OPEX**, Communication de la Cour des comptes à la Commission des finances de l'Assemblée nationale, janv. 2019 ; *JCP A*, 2019, n° 2110.
- 26- **L'encombrant « Mobilier national » : une institution (bientôt ?) placardisée ?**, obs. sur le Rapport annuel de la cour des comptes 2019, t. I, p. 245 ; *JCP A*, 2019, n° 2109.
- 25- **Un « volume d'air » surplombant une dépendance du domaine public appartient au domaine privé**, obs. sur TA Dijon, 30 oct. 2018, n° 1702117, *JCP A*, 2019, n° 2029.
- 24- **Code de la commande publique et droit domanial**, obs. sur ord. n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, *JCP A*, 2019, n° 2026.
- 23- **Léger Elan domanial en faveur du logement**, obs. sur L. n° 2018-1021, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, *JCP A*, 2019, n° 2025.
- 22- **Quand l'expertise privée indépendante vient écarter la présence d'une aide d'État**, obs. sur Comm. UE, déc. n° 2018/1040/UE, 16 juin 2017, *JCP A*, 2018, n° 2298.

- 21- **Le montant des redevances domaniales au crible du principe d'égalité et des avantages procurés par l'occupation**, obs. sur TA Poitiers, 29 mai 2018, n° 1502348, *SARL La Martinière*, *JCP A*, 2018, n° 2297.
- 20- **La propriété publique des canalisations ne coule pas de source**, obs. sur CAA Marseille, 4 juin 2018, *Assoc. syndicale libre des propriétaires du lotissement de la Baie du Gaout Bénat*, *JCP A*, 2018, n° 2222.
- 19- **L'arrêt Société Jonathan Loisirs en application**, obs. sur CAA Douai, 5 avr. 2018, *Université de Technologie de Compiègne*, *JCP A*, 2018, n° 2221.
- 18- **La gestion d'un aéroport constitue une activité économique soumise au droit des aides d'État**, obs. sur Trib. UE, 25 janv. 2018, *BSCA c/ Commission*, *JCP A*, 2018, n° 2163.
- 17- **Requalification contractuelle, exigence de délibération motivée et consultation préalable des services des domaines : le portrait-robot du contentieux des cessions de biens publics**, obs. sur CAA Lyon, 16 nov. 2017, n° 16LY03824, *JCP A*, 2017, n° 2327.
- 16- **De quelques grands principes domaniaux illustrés**, obs. sur CE, 11 oct. 2017, n° 401049, *Société Orange* et CAA Nantes, 6 oct. 2017, *Société Tizgui*, *JCP A*, 2017, n° 2323.
- 15- **L'avantage indirect procuré par l'occupation irrégulière du domaine public**, obs. sur CAA Marseille, 2 oct. 2017, *SA Casinotière du Littoral Cannois*, *JCP A*, 2017, n° 2324.
- 14- **Contrôle renforcé sur la nécessité de recourir à l'expropriation de certaines parcelles individualisées**, obs. sur TA Pau, 5 juill. 2017, n° 1501185, *Mme B.*, *JCP A*, 2017, n° 2263.
- 13- **La détermination des critères de fixation de la redevance domaniale et de son montant**, obs. sur CAA Versailles, 29 juin 2017, n° 16VE01019, *Mme A E* et CAA Marseille, 29 juin 2017, n° 15MA02266, *SCI Le Littoral*, *JCP A*, 2017, n° 2260.
- 12- **Absence de modification substantielle d'une concession de plage par une superposition d'affectation postérieure**, obs. sur CE, 28 juill. 2017, n° 387920, *SCI Petrus et a.*, *JCP A*, 2017, n° 2258.
- 11- **Redevances domaniales et aides d'État**, obs. sur Comm. UE, déc. n° 2017/97/UE, 4 juill. 2016, *JOUE L* 16, 20 janv. 2017, p. 28, *JCP A*, 2017, n° 2102.
- 10- **Censure d'un règlement de voirie limitant le droit d'accès au domaine public routier**, obs. sur CAA Nantes, 30 janv. 2017, *Cne d'Orléans*, *JCP A*, 2017, n° 2104.
- 9- **Vade-mecum sur le régime de responsabilité lié aux dommages accidentels de travaux publics**, obs. sur CAA Nancy, 28 févr. 2017, n° 15NC01897, *JCP A*, 2017, n° 2103.
- 8- **Nouvelle répartition des pouvoirs de police au profit du maire de Paris**, obs. sur L. n° 2017-257, 28 févr. 2017, relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, *JCP A*, 2017, n° 2098.
- 7- **Le changement de dénomination d'une convention à objet domanial n'est pas susceptible, à lui seul, de faire grief**, obs. sur CE, 20 mai 2016, *SARL Les 2 diables*, *JCP A*, 2016, n° 2198.
- 6- **Conventions domaniales et recours Tarn-et-Garonne : les relations se précisent**, obs. sur CAA Marseille, 10 mai 2016, *Société Le Royaume des arbres*, *JCP A*, 2016, n° 2197.

- 5- **Cession de biens publics et emprise du droit de l'Union européenne**, obs. sur CJUE, 16 juill. 2015, *BBVG* ; Trib. UE, 9 déc. 2015, *Grèce c/ Commission* ; Trib. UE, 28 oct. 2015, *Hammar Nordic Plugg AB* et Trib. UE, 30 juin 2015, *Pays-Bas c/ Leindschendam-Voorburg*, *JCP A*, 2016, n° 2154.
- 4- **La durée d'un titre d'occupation doit être conforme aux dispositions réglementaires la fixant**, obs. sur CAA Marseille, 11 janv. 2016, *Le Caffé des Cardeurs*, *JCP A*, 2016, n° 2153.
- 3- **Domanialité privée de l'eau de source captée au seul bénéfice d'un particulier**, obs. sur CAA Nancy, 18 févr. 2016, *M. et Mme D.*, *JCP A*, 2016, n° 2149.
- 2- **Caractère reconnaissant de l'incorporation au domaine public maritime**, obs. sur CAA Marseille, 23 févr. 2016, *Préfet de Corse-du-Sud*, *JCP A*, 2016, n° 2148.
- 1- **Le droit de préemption délégué à un établissement public foncier ne peut pas être subdélégué à son directeur**, obs. sur CAA Lyon, 12 oct. 2010, *Cne de Grenoble et Etablissement public foncier local de la région grenobloise*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2011-2.

h. Mémoire de recherche

- **L'insaisissabilité des biens des personnes publiques : vers la mise en place d'un critère fonctionnel ?**, Mémoire M2 Droit public fondamental, Publication de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Collection des mémoires de l'équipe de droit public, n° 7, 2008.

i. Communications (non publiées)

- **Le risorser naturali nel sistema francese : casi e problemi**, conférences coordonnées par F. Di Lascio et A. Ianuzzi (dir.), Visio-conférence en italien, Université Roma 3, 17 juin 2020.
- **La décision publique, un bien commun** (avec Guilhem Baldy), Rentrée de l'EDD de Lyon / Saint-Etienne, *La doctrine*, Université Lyon 3, 7 févr. 2020.
- **Procédure de publicité et de mise en concurrence : les règles et exceptions de l'ordonnance d'avril 2017**, in J.-Ch. Videlin (dir.), *Mise en concurrence et occupation privative du domaine public : droits français et étrangers*, Grenoble-Alpes, CRJ, 23 nov. 2018.
- **La référence à l'expertise devant le juge administratif**, in R. Le Bœuf (dir.), *Quelles références pour le droit public ?*, 1^{er} colloque de la promotion d'agrégation 2016, Aix-en-Provence, 17-18 mai 2018.
- **Les opinions séparées à la Cour européenne des droits de l'Homme** (avec Matthias Malblanc), Rentrée de l'EDD de Lyon, *La doctrine*, Université Jean Monnet - Saint-Étienne, juillet 2017.
- **Autorisations domaniales et mise en concurrence. À propos de l'ordonnance du 19 avril 2017** (avec le Pr. S. Braconnier), Conférence d'actualité du CRDA, Université Paris 2 - Panthéon Assas, 26 juin 2017.
- **Peut-on tout dire en chansons ?**, *Musique et droit*, Fête du droit 2017, Université Lumière - Lyon 2, Mars 2017.
- **Le droit des biens et le droit de l'Union européenne**, *Le droit européen au respect des biens*, colloque des 4 et 5 mai 2015, Université Toulouse - Capitole 1.

- **Droit et économie : quelle autonomie du droit ?**, *L'autonomie et le droit*, colloque du 16 avril 2010 organisé à l'Université Lyon 3 par l'Association des jeunes docteurs et doctorants en droit public – Lyon, Saint-Etienne (AJ3DP-LSE).

AUTRES ACTIVITÉS DE RECHERCHE

a. Organisations de colloques

- **L'exception *in house*, 20 ans après l'arrêt *Teckal***, avec le Pr. M. Karpenschif, Université Jean Moulin - Lyon 3, 12 février 2020.
- **L'environnementalisation du droit**, Journée d'étude en l'honneur du Pr. Sylvie Caudal, Université Jean Moulin - Lyon 3, 1^{er} juin 2018.

b. Formations

- **Le Code de la commande publique - Actualité du droit des contrats publics**, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin - Lyon 3, 24 janvier 2019, en partenariat avec les Pr. F. Lichère et J.-F. Sestier.
- **Actualité du droit des biens publics : acquisitions et cessions immobilières - ordonnance du 19 avril 2017**, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin - Lyon 3, 15 juin 2017, en partenariat avec les Pr. C. Chamard-Heim, H. de Gaudemar et J.-F. Sestier.
- **Actualité du droit des biens publics : montages « aller-retour » - occupations domaniales**, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin - Lyon 3, 7 avril 2016, en partenariat avec les Pr. C. Chamard-Heim et H. de Gaudemar.

c. Comités de lecture et de rédaction

- Membre du comité de lecture de la revue « *Droit de la voirie. La revue des propriétés publiques* » (depuis janvier 2019).
- Membre du comité de lecture de la revue « *Droit administratif* », LexisNexis (depuis septembre 2019).

RESPONSABILITÉS UNIVERSITAIRES

a. Responsabilités actuelles

- Directeur de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. – EA 666).
- Membre du Conseil de l'École doctorale de droit de Lyon.
- Membre du Comité d'experts de la section de droit public (Université Jean Moulin – Lyon 3)
- Membre du Comité d'experts de la section sciences politiques (Université Jean Moulin – Lyon 3)
- Co-directeur (Lyon 3) du Master 2 « Contrats publics » co-accrédité (Lyon 3, Lyon 2, Saint-Étienne).
- Correcteur au concours d'entrée du CRFPA.

b. Responsabilités passées

- 2016-2020

- Directeur-adjoint de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. – EA 666)
- Co-directeur (Lyon 2) du Master « Contrats publics » co-accrédité (Lyon 3, Lyon 2, Saint-Étienne)
 - 2019-2020
- Coordinateur de la préparation à l'agrégation de droit public (2019-2020 -Université Lyon 3).
 - 2018-2019
- Co-directeur du M2 « Droits de l'homme », Université Lumière – Lyon 2.
 - 2014-2016
- Enseignant référent auprès des étudiants de Licence (Lyon 3) – Plan « réussite Licence » (2014-2016).

DIRECTIONS DE TRAVAUX DOCTORAUX

- **Tarik Bachir**, *Les cessions de contrats publics*, thèse en préparation depuis septembre 2020.
- **Manon Bacha**, *L'obligation d'agir en matière de police* (contrat doctoral), thèse en préparation depuis septembre 2018.

PARTICIPATION À DES JURYS ET COMITÉS

a. Soutenances de thèse

1. **Zibrila Kambia**, *Les ventes immobilières des personnes publiques*, sous la direction du Pr. François Brenet, Université de Poitiers, 5 nov. 2020 (rapporteur).
2. **L. M. A. Dinh**, *La propriété publique foncière au Vietnam*, sous la direction du Pr. Philippe Yolka, Université Grenoble-Alpes, 11 févr. 2019 (président).
3. **Jean-Philippe Orlandini**, *La dénaturation des critères du domaine public*, sous la direction du Pr. Jean-Gabriel Sorbara, Université Toulouse I - Capitole, 27 nov. 2018 (rapporteur).
4. **Romain Masson-Leblond**, *La valorisation des propriétés publiques*, sous la direction du Pr. Sabine Boussard, Université Paris X - Nanterre, 19 nov. 2018 (rapporteur).
5. **Amel Njehi**, *L'interventionnisme économique public. Étude de droit comparé franco-tunisien*, sous la direction de M. Guillaume Protière, Université Lumière – Lyon 2, 14 sept. 2018 (président).

b. Comités de sélection

- **Comités de sélection de recrutement MCF :**
 - 2017 : 1 COS – Université Lyon 3 ; 1 COS – Université Lyon 2.
 - 2019 : 1 COS – Université Lyon 3 ; 1 COS – Université Toulouse Capitole 1.
- **Comités de sélection de recrutement PR (mutations) :**

- 2017 : 1 COS – Université Lyon 3
- 2020 : 1 COS – Université Lyon 2

c. Participation à des comités de suivi de thèse

- **Comité de suivi de thèses :**
 - Lyon 2 (juin 2018).
 - Lyon 3 (mai 2018 ; mai 2019 ; mai 2020).
 - Saint-Étienne (sept. 2017 ; mai 2018 ; avril 2019 ; mai 2020).

d. Présidence lors de colloques et journées d'études

- **ADPL (dir.), *Chiffre(s) et droit public***, 2^e session : le chiffre comme outil de la gestion publique, Colloque Lyon 3, 8 oct. 2020.
- **ADPL (dir.), *Théâtre et droit public***, 2^e partie : le droit public comme contrainte dramatique, Colloque Lyon 3, 20 oct. 2020.
- **G. Protière (dir.), *Raconter l'Administration : un récit pluriel***, 1^{re} partie : Le récit administratif, Colloque Lyon 2, 5 octobre 2018.
- **M. Saoudi (dir.), *Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales***, 2nde partie : Le patrimoine local : coût financier et valorisation budgétaire et comptable, Colloque Lyon 3, CERFF, 14 septembre 2018.
- **M.-L. Basilien-Gainche (dir.), *Discriminations & Faits religieux***, 1^{re} partie : Discriminations et faits religieux en France : les données du débat, Colloque Lyon 3, Journée de formation des acteurs de la justice – GIP La laïcité dans la justice, 30 mars 2018.
- **Ch. Chabrot (dir.), *La métropole de Lyon. De la singularité à la modélisation ?***, 1^{re} partie : Les enjeux de la métropole, Colloque Lyon 2, DCT, 29 mars 2018.
- **G. Iacono (dir.), *La vulnérabilité en droit des étrangers***, 2^e partie : la logique des juridictions, Colloque Lyon 2, Journée d'étude du DUDsE, 19 octobre 2017.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

a. Cours magistraux

- Enseignements actuels

- **Droit administratif général** (L2 Droit - Lyon 3 - Semestre 3 et 4).
- **Droit de la commande publique – passation** (M2 Contrats publics - Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- **Droit administratif des biens** (M2 Droit public des affaires – Lyon 3 et M2 Contrats publics - Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- **Droit de l'action publique** (M2 Droit public fondamental - Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- **Droit administratif** (IEJ - Préparation aux concours des métiers de la sécurité).
- **Droit public économique** (M2 Carrières publiques – Lyon 3).
- **Droit de la police administrative** (ENSP – Saint-Cyr-au-Mont-D'or).

- **Enseignements passés**

En Master

- **2019-2020 : Fiscalité des personnes publiques** (M2 droit fiscal - Lyon 3).
- **2016-2020 : Protection administrative des libertés** (M2 Droits de l'Homme - Lyon 2).
- **2017-2019 : Fiscalité des contrats publics** (M2 Contrats publics – Lyon 3, Lyon 2, Saint-Etienne)
- **2016-2019 : Grands principes de droit financier et fiscal** (M2 Droit public fondamental - Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- **2016-2017 et 2018-2019 : Droit des contrats publics** (M2 droit - Université Aïn-Shams - Le Caire - Égypte).
- **2017-2018 : Droit administratif des libertés** (M1 Droit public - Lyon 2 - Semestre 8).
- **2013-2018 : Droit de la commande publique** (M2 Collectivités territoriales – I.E.P. Grenoble).
- **2016-2017 : Droit des contrats publics** (M2 droit - Université Aïn-Shams - Le Caire - Égypte).
- **2014-2016 : Droit public économique** (M1 – I.E.P. Grenoble).

En licence

- **2014-2020 : Droit administratif général** (L2 droit – 2014 à 2016 : Lyon 3 ; 2016-2019 : Lyon 2)
- **2014-2019 : Libertés fondamentales** (L3 Droit – 2014 à 2016 : Lyon 3 ; 2016-2019 : Lyon 2)
- **2014-2015 : Institutions européennes** (L1 Droit - Lyon 3 - Semestre 2).

b. Préparation aux concours

- **Droit administratif**, Préparation au concours des « métiers de la sécurité », IEJ de Lyon (2014-2017 et 2019-2021).
- **Droit européen**, Préparation au concours d'entrée au CRFPA, IEJ de Lyon (2014-2015).